

## **Tchad : La Françafrique continue**

Blog de REMI BAZILLIER [HTTP://REMIBAZILLIER.BLOGSPOT.COM/](http://remibazillier.blogspot.com/) LE 9 MAI 2006

D'aucuns auraient pu penser que la Françafrique, ce système néo-colonial mis en place après les indépendances pour maintenir dans l'orbite française les anciennes colonies, avaient disparu. La déclaration de La Baule du Président Mitterrand exigeant la démocratisation des pays africains en échange de l'aide au développement devait marquer une rupture. Le génocide au Rwanda, le renversement de Mobutu, la perte d'influence française en Afrique de l'Ouest au profit de nouveaux acteurs (Etats-Unis et Chine notamment) était censé marquer la fin de ce système. Mieux, certains proclamaient la « fin de la Françafrique » en considérant que l'influence française en Afrique n'était plus qu'économique. La mondialisation, pouvions-nous penser. Alors certes, la Françafrique a profondément évolué. Elle s'est manifestement « décentralisée », les réseaux se sont éclatés. « De la Françafrique à la Mafiafrique » disait François-Xavier Verschave. Les liens se sont complexifiés. Le paradis fiscaux, le blanchiment, les circuits mafieux, les officines privées, les mercenaires à la solde d'on-ne-sait-qui... La Mafiafrique, c'est la mondialisation appliquée à la Françafrique. Les fondements restent identiques.

Tous ceux qui s'empressaient de proclamer la fin de la Françafrique oubliaient un peu trop vite malgré tout le pouvoir de nuisance de Chirac et de ses nombreux alliés et amis dictateurs africains. La politique française de Chirac est une caricature, mais reste efficace. Il faut en avoir conscience, et ne pas se laisser aveugler par Chirac, le soit-disant « ami » de l'Afrique. Regardons-y plus en détails. Les récents événements au Tchad sont particulièrement saisissants.

Passant rapidement sur le contexte. Idriss Déby est arrivé au pouvoir par un coup d'Etat militaire, délogeant du pouvoir un autre dictateur non moins sanguinaire, Hissene Habré. Ce coup d'état militaire fut soutenu activement par la France, politiquement mais aussi militairement. Nos services secrets ont joué un rôle central. Un dictateur succédant à un autre dictateur par un coup d'Etat militaire, cela ne présage jamais rien de bon pour la population. Depuis son accession au pouvoir, banalisation de la torture, des massacres. Certains accusent Déby, non sans raisons, de crimes contre l'humanité. Mais Déby est un fidèle allié de la France, et un ami proche de Chirac. Il est donc protégé. Cela tombe bien, le Tchad a également beaucoup de pétrole. Ceci ne peut que renforcer les amitiés

entre nos deux pays... Puisque élections il doit y avoir, les spécialistes de la mairie de Paris verrouillent des élections assurant à Déby un facile succès en 1996 et une « légitimation démocratique » au prix d'une manipulation honteuse de la volonté populaire. On récidive en 2001, toujours avec le soutien efficace de Chirac. La France veille, et sa présence militaire, avec le dispositif Epervier, permet de contrôler efficacement ce pays.

Mais ces derniers mois, la contestation monte. Des membres de la tribu de Déby se désolidarisent, symbole d'un régime à bout de souffle, au bord de l'explosion. Le conflit du Darfour complique encore les choses avec l'apparition de « rebelles » tchadiens soutenus par le régime soudanais, ne supportant pas le soutien du Tchad aux « rebelles » du Soudan. Les différentes rébellions armées, aux intérêts divergents parviennent à s'allier pour démettre Déby. Les offensives se font de plus en plus pressantes. L'opposition démocratique, bâillonnée et marginalisée depuis de longues années continue à appeler à l'ouverture d'un dialogue national. Déby ne semble cependant que comprendre le régime des armes. En avril et en mai, Déby a du faire face à une tentative de coup d'état et à une offensive militaire, les rebelles parvenant à entrer dans N'Djamena, la capitale. Une seule raison explique qu'il soit encore au pouvoir aujourd'hui. Le soutien actif de la France, politique et diplomatique (cela n'est guère surprenant) mais également militaire. Lors de la tentative de coup d'Etat, Déby est à l'étranger. Ce sont les troupes militaires françaises qui « sécurisent » l'aéroport afin de permettre son retour au pays. Lors des offensives des rebelles, la France n'a aucune gêne à annoncer qu'elle fournit en renseignements (grâce à son dispositif militaire présent sur place via l'opération épervier) l'armée tchadienne afin qu'elle puisse efficacement repousser les rebelles. Pire, les rebelles accusent l'armée française d'avoir participé directement aux combats. L'armée française se contente d'assumer « un tir de semonce » (sic).

Depuis Paris, nos diplomates sont clairs « Il n'y a pas d'alternatives à Déby, on doit le soutenir jusqu'au bout ». Pourtant, à N'Djadema, l'opposition démocratique, les ONG des droits de l'Homme, la société civile, ne cessent de réclamer l'ouverture d'un processus de « dialogue national » devant déboucher sur des élections démocratiques reconnues par tous. Déby, fort du soutien de Paris, ne prend même pas la peine de répondre à cette demande. Dialogue national, oui, mais après les élections...

Parce que Déby a mieux à faire. Il est en campagne électorale. Oui, en « campagne électorale ». Deux semaines à peine après les affrontements armés, et alors que toute

l'opposition boycotte ces élections en l'absence de toute garantie démocratique, Déby cherche à être élu pour une troisième fois. Tant que Chirac le soutient... Trois autres candidats, pour la forme, dont deux sont membres du gouvernement. L'Union Africaine, les Etats-Unis n'ont cessé de demander le report d'un scrutin jugé peu crédible.. Tout le monde... sauf la France bien-sûr qui s'empressera de féliciter Déby pour sa « brillante réélection ».

Je terminerais par le pétrole, qui explique définitivement bien des choses au Tchad. Il y a quelques années, la Banque Mondiale finançait l'ouverture d'un pipeline entre le Tchad et le Cameroun, devant permettre l'exploitation de « l'or noir Tchadien ». Projet contesté pour diverses raisons, écologiques notamment. De nombreuses ONG mettaient également en avant que l'exploitation du pétrole dans les dictatures ne faisait qu'accentuer la répression. Pour se couvrir, la Banque Mondiale inaugurait un contrat d'un genre nouveau. Les recettes pétrolières devaient être équitablement réparties, devant servir à améliorer le système éducatif et de santé. Un fonds spécial était créé pour « les générations futures ». Pourtant il y a quelques mois, Déby faisait voter par un Parlement à sa botte une révision unilatérale de la répartition des recettes. Il intégrait dans les dépenses prioritaires (santé, éducation) les dépenses...militaire. Il supprimait le fonds pour les générations futures. La Banque Mondiale a bloqué les fonds. Et c'est une « intermédiation » américaine (dont les entreprises pétrolières sont fortement implantées) qui a permis de « débloquer » la situation. Sans que l'on connaisse les termes exactes, puisque que Déby refuse de revenir sur le vote d'une loi votée... Tout cela n'a fini que par donner raison à ceux qui critiquaient le projet de la Banque Mondiale. Pétrole et dictature ne font jamais bon ménage.

La France doit arrêter de soutenir un régime dictatorial à bout de souffle. Evidemment, nous condamnons toute tentative de prise de pouvoir par les armes. Mais une transition politique doit être mise en place au plus vite. La réouverture d'un dialogue nationale est une impérieuse nécessité. C'est à l'issue de ce dialogue que pourront avoir lieu des élections libres et transparentes.

---